

A photograph of two men in suits shaking hands, with the European Union flag and the Italian flag in the background. The image is overlaid with a semi-transparent red filter.

Rete dei Comunisti

Bulletin International

Décembre 2021

Inx.retedeicomunisti.net

Sommaire

2021: l'orgie d'idéologie.....	2
Mauro Casadio, Rete dei Comunisti	2
20/11, Bologne - L'Union européenne, du pôle au super-État impérialiste ?	6
Rete dei Comunisti	6
Nous, étudiants en lutte, exigeons d'être entendus : nous décidons de l'argent de l'école !.....	11
OSA - Opposizione Studentesca d'Alternativa.....	11
De la grève générale au "No Draghi Day" et au-delà.....	14
Entretien avec Pierpaolo Leonardi, exécutif confédéral de l'USB.....	14
Yo soy Fidel!.....	19
Rete dei Comunisti, Cambiare Rotta, OSA.....	19
Contacts.....	20



2021: l'orgie d'idéologie

Mauro Casadio, Rete dei Comunisti

En cette fin d'année, nous avons été soumis à un bombardement idéologique systématique qui a commencé avec la réunion du G20 à Rome, à laquelle ni la Chine ni la Russie n'ont participé, et qui s'est poursuivi avec la COP 26 sur l'environnement.

Ces sommets ont répété des discours et des formules qui se répètent depuis des années, sans aucun effet pratique et en donnant naissance, une fois de plus, non pas à une souris mais à une souris-araignée.

Des sommets qui se drapent dans une rhétorique fastidieuse et agaçante et qui peuvent être comparés à ceux des familles royales européennes avant la Grande Guerre, dans lesquels elles affichaient avec condescendance les bons liens entre les parents régnants comme une garantie pour les peuples d'Europe, et nous savons comment cela a tourné.

Une parodie de ces moments a été la farce ridicule à la fontaine de Trevi où tous les chefs d'État ont pathétiquement jeté ensemble une pièce dans la fontaine.

L'amplification idéologique des événements est un produit directement proportionnel aux difficultés et à l'incapacité des groupes dominants des pays impérialistes à résoudre les problèmes qu'ils ont soulevés, qui sont devenus ingérables et hors de leur portée.

Cette interprétation n'est pas seulement une de nos opinions sectaires et extrémistes, mais elle est un instantané d'une situation qui était déjà évidente en août avec la fuite des États-Unis et de l'OTAN d'Afghanistan, où la défaite idéologique des innombrables "guerres humanitaires" qui nous ont été imposées au cours des dernières décennies a pesé plus lourd que la défaite militaire.

Aujourd'hui, en effet, celles-ci ne peuvent plus être reproposées, tant est grand le discrédit subi par l'interventionnisme impérialiste du début du siècle, comparable aux guerres coloniales du XIXe siècle.

Même l'abandon cynique des collaborateurs afghans à leur sort aux mains des talibans est un élément supplémentaire de la crise hégémonique, dans la mesure où les alliés des États-Unis savent par les faits qu'ils peuvent être abandonnés à tout moment par leurs "protecteurs"

Mais comment se fait-il que ces puissances qui, jusqu'à récemment, se croyaient les maîtres du monde, ne peuvent aujourd'hui que tenter de masquer leur impuissance par la rhétorique de leur idéologie ? La raison réside dans le stade atteint par les forces productives et la globalisation des relations capitalistes.

Dans l'histoire, les capitalismes hégémoniques des différentes époques ont été remplacés dans leur compétition avec leurs "pairs" par les nouvelles économies émergentes, comme ce fut le cas pour la Hollande dans sa confrontation avec l'Angleterre et pour l'Angleterre avec les impérialismes européens au tournant des XIXe et XXe siècles, une compétition qui s'est finalement terminée en faveur des États-Unis après la Seconde Guerre mondiale.

Cette évolution par la concurrence pouvait être reproduite parce que les espaces matériels pour une telle croissance existaient et parce que le caractère "révolutionnaire" de la bourgeoisie s'exprimait à travers le changement et le développement continu de la science et de la technologie appliquées à la production capitaliste, tant civile que militaire.

C'est à ce niveau que l'expérience socialiste de l'URSS a également été défaite, car elle s'est attardée sur une compétition militariste qui l'a empêchée de voir que ce caractère révolutionnaire du capital n'était nullement en sommeil malgré la crise des années 70, ce qui explique que le monde d'aujourd'hui ait été complètement capitalisé par le mouvement ascendant du capital.

L'effet qui se dégage aujourd'hui d'une telle dynamique est que cette dimension du développement déclenche une phase de crise à partir de celle des capitalismes historiques. La montée en puissance de la Chine, l'émergence de puissances économiques intermédiaires comme l'Inde, la Russie, l'Iran, le Vietnam, le Brésil et d'autres encore, ont entraîné une saturation de l'espace économique et financier qui n'est pas encore résolue, et ont accru l'hypercompétition, dont la présidente de l'UE, Ursula Van Der Leyen, a bien voulu nous parler.

Mais M. Biden a également déclaré lors de son sommet avec le président chinois Xi que les deux pays sont des "concurrents" mais pas des "ennemis".

D'autre part, la "solution" classique de la destruction généralisée du capital, c'est-à-dire les guerres mondiales, pour relancer le développement et affirmer une hégémonie dominante, n'est guère envisageable compte tenu de l'imbrication internationale de la dimension financière et du niveau de destruction des armes atomiques.

Et ce n'est certainement pas une coïncidence si aujourd'hui la discussion sur l'utilisation de l'énergie atomique, une utilisation qui peut toujours être convertie en instruments de guerre, prend de l'ampleur

Si tel est le fond de la question, il ne suffit plus d'avoir une interprétation fondée sur les capitalismes et leur concurrence comme " épiphénomènes " d'un arrangement structurel. **Ce qui se dessine, c'est une limitation du mode de production capitaliste, quelles que soient les formes historiques spécifiques qu'il a prises, qui tend vers la valorisation du capital à l'infini.**

Le fait est que cette tendance entre en contradiction avec un système naturel limité, et bien qu'il soit encore possible de reporter les termes d'une telle contradiction structurelle à court terme, il est clair que ce qui est en jeu aujourd'hui est le remplacement du PPM par une alternative systémique, ou, comme cela a été dit à plusieurs reprises, par la destruction mutuelle des classes en lutte.

L'orgie d'idéologie à laquelle nous sommes soumis quotidiennement par les médias, les intellectuels de la bourgeoisie et les appareils d'Etat a exactement ce but, non pas d'affronter la contradiction par impuissance mais de tenter d'anesthésier les réactions politiques des classes subalternes et des peuples de la périphérie.

C'est précisément à ce stade que la question de l'environnement n'est plus un problème pour les "élites" intellectuelles, nées même de la noblesse anglaise comme nous le dit "La Repubblica", mais doit devenir le sujet d'action politique des forces de classe et communistes.

En réalité, une réponse est déjà en cours dans des termes que nous pourrions définir classiquement comme " démocratiques ", nous le voyons dans les carrés qui suivent Greta Thunberg, qui bénéficie d'une couverture médiatique à certains égards suspecte, même si elle met en mouvement des masses juvéniles qui, dans les contradictions du système, ne vont pas nécessairement là où les télévisions veulent qu'elles aillent.

L'accusation de Greta selon laquelle les puissants ne font que du bla-bla est un symptôme d'une difficulté et d'une division qui pourrait émerger tôt ou tard dans ce mouvement.

De larges secteurs d'intellectuels et de scientifiques s'expriment également, dénonçant l'inadéquation des choix faits par les gouvernements lors de sommets manifestement inutiles et dommageables, mais tous ces sujets évitent soigneusement de prononcer le mot "interdit" de Capitalisme.

La responsabilité est donc généralement celle de l'homme, voire de l'Homo Sapiens, comme si l'ordre social et productif n'avait pas de contradictions structurelles, mais c'est la faute des politiciens, des industriels, des gouvernements, etc. **Bref, pour eux aussi, l'histoire est terminée et il ne reste qu'un problème de conscience de la part des différents acteurs du domaine.**

Il est clair que ce bouleversement des jeunes et de leurs consciences n'est pas le produit politique direct de la lutte des classes, mais est le signe qu'une nouvelle condition conflictuelle s'ouvre dans laquelle les forces de classe peuvent jouer un rôle de conscience et de connaissance, tant sur les questions générales liées à l'environnement et au climat, que sur des questions plus directement politiques comme la question du nucléaire civil dans notre pays.

Le gouvernement Draghi et son ministre de la Transition écologique (vers où ?), Cingolani, produisent un nouveau paradoxe : ils proposent, avec l'ensemble de l'UE, plus ou moins explicitement, la reprise du nucléaire civil avec des centrales de quatrième génération qui seraient une source d'énergie propre, contrairement aux énergies fossiles, charbon et pétrole.

Cette tentative est soutenue par plusieurs forces politiques du pays, et l'ancien ministre de Berlusconi, M. Lupi, a déposé une motion au Parlement en faveur du "nucléaire vert", que M. Cingolani tente de dissimuler par de fausses déclarations sur la fusion nucléaire, sachant pertinemment que cette possibilité est loin d'exister.

Par conséquent, le champ de conflit qui s'ouvre sur la durabilité environnementale est vaste et nécessite une approche politiquement antagoniste, tant dans les batailles générales pour dénoncer et démystifier les choix représentés dans les grands spectacles comme la COP 26, qui sera répétée l'année prochaine, que dans des domaines beaucoup plus proches de nous, comme la tentative de réintroduire le nucléaire civil, qui a été rejeté en Italie lors de deux référendums en 1987 et 2011. Et c'est un rendez-vous de lutte à ne pas manquer.

UNIONE EUROPEA

**FORUM NAZIONALE
SULLE
PROSPETTIVE
DELLA UE**

**DA POLO A
SUPERSTATO
IMPERIALISTA?**

20/11

11.00-18.00

21/11

10.00/13.00

Cinema Nosadella

Via L. Berti

2/7

Bologna

20/11, Bologna - L'Union européenne, du pôle au super-État impérialiste ?

Rete dei Comunisti

Samedi 20.11 et dimanche 21.11, au cinéma Nosadella, Bologne

Forum national de la Rete dei Comunisti sur les perspectives de l'UE

Le déclin des États-Unis, le début de la restructuration de l'industrie continentale et de l'armée européenne sont les conditions d'un saut qualitatif dans le rôle international de l'UE.

Dans le rapport de Von Der Leyen sur l'état de l'Union, une affirmation péremptoire ressort plus que toute autre, c'est celle qui dit : "Nous entrons dans une nouvelle ère caractérisée par l'hypercompétitivité". Cette déclaration s'appuie sur de nombreux éléments qui étaient déjà présents les années précédentes mais qui, en ce qui concerne l'UE, ont maintenant un besoin objectif de synthèse politique, institutionnelle et militaire.

Cette nécessité a commencé à prendre forme avec la pandémie, qui a mis en évidence la nécessité de modifier les relations au sein de l'UE dans le sens d'une plus grande centralisation décisionnelle et opérationnelle.

Le Fonds de relance est précisément la concrétisation de cette nécessité, qui concerne avant tout la compétitivité économique et financière internationale

Elle oriente les entreprises européennes, notamment celles dites "championnes", c'est-à-dire les multinationales continentales, vers une restructuration technologique et pseudo-environnementale de haut niveau afin de faire face à la concurrence de la Chine mais aussi des USA, aujourd'hui en difficulté évidente.

De plus, la taille des obligations européennes intégrées à celles émises par l'UE nouvelle génération donne à l'UE la possibilité de concurrencer l'euro également en termes de monnaies de réserve mondiales, érodant, avec le yuan chinois, la position du dollar, ce qui se passe depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale avec les accords de Bretton Woods.

Mais le principal fait qui oblige les eurocrates et les forces économiques et financières de l'UE à avancer rapidement sur la voie de l'intégration est la crise de l'hégémonie américaine, qui est désormais évidente pour le monde entier. La fuite d'Afghanistan, sans avoir "averti" ses alliés de l'OTAN et, enfin, l'accord stratégique d'Ausku avec le Royaume-Uni et l'Australie dans une fonction anti-chinoise, démontrent l'échec total de la stratégie américaine née après l'effondrement de l'URSS.

L'abandon du continent asiatique, la tentative faible et défensive de reconstituer une alliance "pélagique" sans les pays de l'UE et l'affront fait à la France à propos des sous-marins vendus à l'Australie obligent l'Union européenne à relancer son rôle, qui ne peut être que stratégique. Tout d'abord, elle doit prendre acte du déclin des États-Unis en tant que force mondiale unipolaire et du début d'une phase multipolaire sans précédent dans laquelle chaque acteur étatique est seul dans l'hypercompétition susmentionnée.

La discontinuité créée par la phase unipolaire de l'hégémonie américaine conduit inévitablement à la formation d'une armée européenne, qui est déjà présente dans les plans et les déclarations publiques du gouvernement de l'UE

Un tel niveau de concurrence mondiale implique pour l'UE la nécessité d'une centralisation et d'un recompactage des décisions au sein de sa propre sphère communautaire, mais aussi en direction de sa première périphérie extérieure, l'Afrique du Nord, l'Afrique de

l'Ouest et le Moyen-Orient, ce qui entraîne immédiatement la nécessité d'une véritable restructuration de nature productive et sociale.

Pour notre pays, le parallèle ne peut être fait qu'avec les restructurations industrielles des années 1980, qui visaient scientifiquement à détruire la classe ouvrière qui, dans les années 1970, était l'avant-garde des luttes dans la société italienne, remettant en cause la redistribution de la richesse nationale, jusqu'alors entièrement à l'avantage des classes dirigeantes.

Cette référence peut nous donner une idée de ce qui est en train de mûrir et comment, sous la rhétorique de l'environnementalisme, des énergies alternatives et de la modernité produite par la civilisation européenne, se prépare une période de modification profonde de la production, des services publics et des conditions sociales, avec des larmes et du sang versés par les classes subalternes, à commencer par les classes dites moyennes, qui sont aujourd'hui dans une crise verticale évidente.

Il est tout aussi clair que ***le processus de centralisation généralisée pénalisera la démocratie dans les différents pays, comme le démontre le processus décisionnel de Draghi, qui est bien plus agressif et dangereux que celui de Craxi dans les années 1980.***

En perspective, la réduction de l'appareil industriel, les licenciements, la précarisation de l'emploi, le rabattement des ressources publiques au profit des entreprises, l'usure des espaces démocratiques résiduels seront les caractéristiques d'une longue phase qui verra une dégradation globale des sociétés européennes, et ce dans un contexte international où la compétition économique pourrait déborder sur des affrontements politiques et militaires aux enjeux encore imprévisibles.

LES EFFETS SOCIAUX DE LA RESTRUCTURATION

En tant que Rete dei Comunisti, depuis les années 1990, nous avons identifié cette tendance historique et l'avons décrite comme la construction d'un " Pôle impérialiste européen " dans un partage du monde post-soviétique qui a vu l'émergence d'espaces économiques et monétaires compétitifs autour des États-Unis, d'abord avec l'ALENA puis avec la tentative ratée de l'ALCA pour l'Amérique latine, et autour du Japon, reconnaissant dans cette tendance les dangers d'une reprise du conflit mondial. À l'époque, nous disions que le devoir des anti-impérialistes et des communistes était de lutter contre leur propre impérialisme, ce qui pour nous signifiait s'opposer à l'UE en cours de formation et la briser.

Beaucoup de choses ont changé depuis cette décennie, avec l'émergence de la Chine en tant que puissance économique mondiale, la multiplication des forces régionales comme l'Iran, la Russie et la Turquie, la fin des ambitions impérialistes du Japon et maintenant aussi la crise hégémonique des États-Unis. Le seul projet organique qui a avancé grâce aux multiples crises, qui ont agi comme un moteur pour le projet d'intégration, a été la construction de l'Union européenne. Aujourd'hui, l'Union européenne est en passe de

dépasser la condition d'"Espace/Pôle économique et financier" et de devenir un super-État impérialiste qui rivalise sur la scène mondiale comme les autres puissances.

Dans ce paradoxe de discontinuité et de continuité internationale de l'UE, nous pensons qu'il est essentiel de reconfirmer l'objectif de rupture de l'Union européenne, la sortie de l'Italie de l'UE et de l'OTAN, et la construction d'un espace alternatif que nous voyons dans ce que nous avons appelé l'Aube euro-méditerranéenne

PROPOSITION POLITIQUE

Nous sommes bien conscients que ce n'est pas un objectif à l'ordre du jour, mais nous savons que les prochaines années, la prochaine phase historique, seront caractérisées par une augmentation des conflits, du conflit de classe au sein de l'UE au conflit international, qui est certainement politique si ce n'est directement militaire.

Par conséquent, donner une directive de marche, indiquer clairement qui est l'ennemi, ne pas laisser les conflits à venir politiquement et idéologiquement désarmés, est un engagement qui doit partir du moment actuel de crise de notre adversaire de classe, sous peine de l'affirmation de mouvements réactionnaires dont nous nous rendons toujours compte trop tard, malgré le fait que pendant des années nous avons crié au loup, souvent dans la mauvaise direction.

UNIONE EUROPEA

**FORUM NAZIONALE
SULLE
PROSPETTIVE
DELLA UE**

**DA POLO A
SUPERSTATO
IMPERIALISTA?**

20/11

11.00-18.00

21/11

10.00/13.00

Cinema Nosadella

Via L. Berti
2/7

Bologna

Introduzione:

Mauro **CASADIO**
Rete dei Comunisti

Relazioni di:

Chiara **POLLIO**
PNRR - Linee generali e riforme

Marcella **GRASSO**
*La strategia industriale dell'UE:
una questione di identità,
sovranità e competizione*

Luciano **VASAPOLLO**
*L'euro come caratterizzazione
della competizione imperialista*

Francesco **PICCIONI**
*Le origini della crisi di egemonia
degli Stati Uniti*

Giovanni **RUSSO SPENA**
Stati armati di Europa

Cinzia **DELLA PORTA**

*Ambientalismo capitalista:
un ossimoro si aggira per l'Europa*

Franco **RUSSO**

*UE: nuovo paradigma produttivo e
vecchio dispotismo*

Sergio **CARARO**

*L'Italia ultima tra i primi
grazie al Recovery Fund*

Giacomo **MARCHETTI**

*L'ALBA euro-mediterranea per
uscire dall'Unione Europea e dalla
NATO*

Intervengono:

Giorgio **CREMASCHI**

Potere al Popolo!

Max **GAZZOLA**

spread.it

Matteo **GIARDIELLO**

Ex OPG Je sò pazzo (NA)





Nous, étudiants en lutte, exigeons d'être entendus : nous décidons de l'argent de l'école !

OSA - Opposizione Studentesca d'Alternativa

La révolte des écoles ne peut plus être arrêtée. Les écoles de Rome (mais aussi d'autres villes, comme Turin et Bologne) sont en action comme elles ne l'ont pas été depuis des années, un niveau de mobilisation d'une importance absolue qui se greffe sur un "climat de grève", lancé le 11 octobre dernier par les syndicats conflictuels, qui semble enfin être un des mots d'ordre du pays.

Une classe politique qui continue au contraire à mépriser des dizaines de milliers d'étudiants qui, face à la normalité du quotidien, dont la seule certitude est que rien ne changera, choisissent de s'organiser et de s'engager, bravant le froid nocturne, les garnisons de shérifs, les forces répressives et une presse encore trop soumise à la ligne de silence et de rigueur dictée par le gouvernement.

Chaque matin, trois, quatre, cinq écoles sont occupées. Même les chaînes de télévision et les journaux du régime sont désormais obligés de parler de cette mobilisation. Mais nous ne voulons pas rapporter ce que dit la presse des patrons. Nous préférons laisser

les étudiants parler d'eux-mêmes. Vous trouverez ci-dessous le communiqué de l'OSE du 9 décembre 2021.

Nous, étudiants en lutte, exigeons d'être entendus : nous décidons de l'argent de l'école !

Les manifestations qui se déroulent depuis deux mois à Rome, avec près de 40 écoles occupées, représentent le mécontentement accumulé par les étudiants à l'égard de cette école et de ce présent de "normalité malade". Après deux ans de pandémie, dans un moment historique de forts changements et de conflits, la colère des étudiants a éclaté et s'est exprimée par des occupations, des piquets de grève et des grèves, souvent spontanées.

Si les occupations et les manifestations étaient habituellement considérées dans les écoles les plus politisées comme des moments rituels, aujourd'hui elles sont devenues un outil puissant et efficace utilisé par les étudiants des écoles de tout Rome (qu'il s'agisse d'écoles secondaires ou d'instituts techniques ou professionnels, du centre ou de la banlieue, avec des collectifs scolaires explicitement politiques ou apolitiques) pour faire entendre leur voix à des institutions sourdes, qui voudraient que nous soyons esclaves et silencieux.

Tous les gouvernements de ces 20 dernières années, de centre-droit ou de centre-gauche, ont œuvré pour faire de l'école une cage plutôt qu'un lieu d'émancipation collective et individuelle

Le gouvernement Draghi et le ministre de l'école Bianchi sont responsables de la situation dramatique actuelle dans les écoles : les étudiants romains savent que c'est vers eux que nous devons diriger nos protestations, sans accepter toutefois une quelconque exploitation par les partis responsables du désastre actuel, du Parti démocrate aux Fratelli d'Italia et Lega de droite.

Nous pensons que le but de ce mouvement de protestation des étudiants doit être d'unir les luttes de tous nos établissements dans une grande bataille : nous n'acceptons plus de délégations, nous voulons avoir notre mot à dire sur l'argent qui sera alloué à l'école !

En effet, 19,6 milliards d'euros sont prévus pour l'éducation, que le gouvernement entend investir dans des réformes uniquement favorables aux entreprises privées et pour faire de l'école un lieu de savoir vide une fois pour toutes, afin de vendre les étudiants à un monde de travail, et à un avenir fait de chômage, d'exploitation et de concurrence effrénée entre nous.

Nous, par contre, nous pensons que ces fonds, bien qu'encore insuffisants, devraient commencer à être investis pour l'avenir de nous autres étudiants.

Plus précisément, nous voulons :

1) **LES FONDS POUR LA CONSTRUCTION D'ÉCOLES DOIVENT ÊTRE UTILISÉS POUR RÉSOUDRE LES GRAVES PROBLÈMES STRUCTURELS DE NOS ÉCOLES**, et non pour les "Écoles 4.0" ou l'achat d'équipements numériques de pointe qui se retrouveront dans les quelques écoles privilégiées habituelles alors que dans toutes les autres, les toits s'effondrent, les radiateurs sont cassés, les tuyaux tombent en panne ;

2) **LE FINANCEMENT DU RECRUTEMENT DES ENSEIGNANTS SERA UTILISÉ POUR AUGMENTER LE NOMBRE D'ENSEIGNANTS**, non pas pour des cours de formation où l'on n'apprend qu'à nous évaluer et à nous donner des notions, mais pour garantir à nous tous, étudiants, des enseignants stables et permanents, et donc la continuité et la qualité de l'enseignement ;

3) **AVEC LA RÉFORME DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL, LES PROBLÈMES DE CES INSTITUTS SERONT RÉSOLUS**, afin que les laboratoires et les matériaux, l'éducation et les droits sur le lieu de travail soient garantis, pour une éducation digne de ce nom. Bloquons le projet de transformation des instituts techniques et professionnels en agences d'intérim pour les entreprises privées de la région ;

4) **METTRE FIN À L'AUTONOMIE DES ÉCOLES ET AUX DIRECTEURS D'ÉTABLISSEMENT**. Les réformes de ces vingt dernières années ont accru la concurrence entre les écoles A et B, donnant aux directeurs d'école un énorme pouvoir de décision sur la vie des étudiants et des travailleurs que nous sommes. Nous voulons une école plus démocratique et un véritable droit à l'étude pour tous ;

5) **ARRÊTER LES COURS EN POULAILLER**. La pandémie a montré qu'il n'est pas possible de continuer ainsi : nous voulons moins d'élèves par classe afin d'obtenir une plus grande sécurité sanitaire et un meilleur cursus pour chaque élève ;

6) **ARRÊTER LA COMPÉTITION, LA SANTÉ PSYCHOLOGIQUE DES ÉTUDIANTS COMPTE**. Nous avons été habitués à un monde où chacun doit construire sa carrière personnelle au détriment des autres. Nous n'acceptons pas cela, changeons de cap en commençant par nos écoles : nous voulons moins d'attention à l'évaluation individuelle des élèves et plus de volonté d'écoute et de discussion entre élèves..



De la grève générale au "No Draghi Day" et au-delà

Entretien avec Pierpaolo Leonardi, exécutif confédéral de l'USB

Nous avons interviewé Pierpaolo Leonardi sur la trajectoire de l'USB, et en général du syndicalisme conflictuel, de la préparation de la grève générale du 11 octobre aux mobilisations pour le No Draghi Day du 4 décembre, et sur la situation du conflit de classe à venir.

Question - À la mi-juillet, le syndicalisme de base et de conflit en Italie a réussi à converger vers la date du 18 octobre pour la grève générale contre les politiques du gouvernement Draghi, qui a ensuite été avancée au 11 octobre. Le nombre de grévistes, le nombre de mobilisations dans les villes et leur participation semblent avoir donné raison aux organisateurs du 11 octobre. Comment évaluez-vous cette journée et ses conséquences, à la lumière des prémisses certainement pas faciles, dans lesquelles l'enchantement de l'exécutif actuel est brisé pour la première fois ?

Réponse - ***La nécessité d'entamer la confrontation avec le monde varié et composite du syndicalisme de base est née du meurtre du camarade Adil***, délégué logistique de la Sicobas, froidement assassiné lors d'un piquet de grève. Un événement qui retrace l'histoire de l'assassinat de notre délégué logistique Abdel, également lors d'un piquet de grève à Piacenza, quelques années auparavant.

L'USB a décidé, avec Sicobas, d'appeler à une grève générale immédiate dans tout le secteur de la logistique pour protester contre un nouveau meurtre de délégués syndicaux, et c'est à partir de là que s'est développé le chemin qui a mené à la grève du 11 octobre

Il existait déjà une arène politique à laquelle une partie du syndicalisme de base était confrontée depuis plus de quelques années, à laquelle l'USB n'avait jamais participé, et qui, les années précédentes, avait proclamé des grèves générales qui, en réalité, n'avaient recueilli qu'un faible soutien, auxquelles les Sicobas avaient également participé. C'était un lieu où s'était développé un antagonisme assez fort à notre égard, parce que nous avions soutenu à plusieurs reprises que le temps de la forme syndicale de base était terminé et qu'il fallait travailler à la construction du syndicat confédéral, de classe et de masse.

Cependant, notre décision de contribuer à la construction de la grève pour la mort d'Adil, que Sicobas avait bien sûr immédiatement appelée, a permis la reprise de la confrontation interrompue depuis des années et qui, à l'initiative de l'USB, a élargi la participation à d'autres organisations syndicales qui avaient toujours été en dehors du circuit préexistant. Cet élargissement, la conscience que la situation nécessitait la réponse la plus large possible, le contexte dramatique de la pandémie et la détermination de l'ennemi de classe à l'utiliser pour renforcer son emprise sur la société et en particulier sur le monde du travail, ont conduit chacun à trouver, non sans effort, un terrain d'initiative commun qui a ensuite donné lieu à la grève générale du 11 octobre.

Le succès politique de la grève générale, qui est devenue un moment d'attraction et de participation même pour un très large éventail de forces politiques qui avaient longtemps manqué d'une initiative de masse dans les sphères sociales et syndicales, s'est concrétisé par la participation réelle de dizaines de milliers de personnes aux manifestations territoriales et aux événements nationaux fortement souhaités par l'USB.

Elles ont eu lieu devant le ministère de l'Éducation, le ministère de la Fonction publique de Brunetta et le MISE : des lieux symboliques identifiés comme les trois principaux points de conflit dans la violente réorganisation productive et sociale soutenue par le gouvernement Draghi et la Confindustria de Bonomi.

Le nombre très élevé de participants, que nous estimons à environ un million, a en effet été un signal important qui nous a conduits à ne pas épuiser la confrontation avec les autres organisations mais à la maintenir dans le respect des différentes identités.

Question : ***Dans les semaines qui ont suivi la grève du 11 octobre, le gouvernement a voulu restreindre les marges d'action dans la rue en général***, une tentative dont l'Union des syndicats de base a également été victime, en réaction aux tentatives de "bâillonner" ce qui apparaissait comme une opposition sociale au gouvernement Draghi. Pouvez-vous décrire la situation de cette énième "torsion autoritaire" ?

Réponse - La grève générale du 11 a certainement contribué à relancer les luttes. L'arrêt des initiatives de rue imposé par la pandémie a rendu très difficile l'expression énergique de l'opposition aux choix politiques du gouvernement Draghi et de l'Union européenne, qui ont tenté par tous les moyens d'utiliser la pandémie pour une gigantesque redéfinition et relance des intérêts de la bourgeoisie et du capital national et européen.

Le grand succès du 11 octobre et les manifestations de ce jour ont certainement représenté non seulement une réponse et la proposition d'une plateforme globale de lutte, mais aussi un moment important de reprise du mot du conflit. Cela a immédiatement entraîné des contre-mesures de la part de l'appareil répressif, qui a tenté par tous les moyens d'empêcher le mouvement qui avait été créé de se développer et de croître.

Même en utilisant l'excuse des manifestations "no vax", elle a imposé des restrictions vraiment inacceptables aux manifestations, marches et mobilisations de toutes sortes. A plusieurs reprises, nous avons dû entrer en conflit avec les préfetures et la préfecture de police afin de maintenir les droits démocratiques et le droit de grève, qui avaient déjà été fortement attaqués les années précédentes et encore plus pendant la pandémie.

Rappelons que notre grève générale de mars 2020, déclenchée symboliquement dans le secteur de la santé et qui n'a duré qu'une minute, nous a coûté plus de 5.000 € de pénalités de la part du Comité de grève !

Question - Dans l'esprit de l'appel général à la grève unitaire du 11 octobre, l'affrontement entre les différentes organisations syndicales en conflit a conduit à la proclamation d'une " journée anti-Draghi " pour le samedi 4 décembre. Cette journée a été articulée avec diverses manifestations locales qui ont vu la participation et le soutien actif de forces politiques - comme Potere al Popolo - et d'organisations de jeunesse, comme OSA et Cambiare Rotta. Pouvez-vous faire le bilan de cette journée du point de vue de l'USB ?

Réponse - Le succès de la grève générale du 11 octobre, la réponse massive qu'elle a suscitée et l'accélération simultanée par le gouvernement des processus de restructuration préparatoires à l'utilisation des fonds du Fonds de relance pour soutenir pleinement les entreprises, la reprise des licenciements massifs, la propagation de la précarité, l'attaque

contre le revenu de citoyenneté, la nouvelle attaque violente contre les retraites et la disparition du salaire minimum de la scène politique ont imposé une réponse de masse qui a vu toutes les organisations syndicales en conflit, déjà promotrices de la grève générale, donner vie au No Draghi Day impliquant une grande partie des forces politiques de la gauche alternative.

Ce jour-là, 29 places italiennes se sont remplies de marches et de manifestations, qui ont brisé le charme de l'unanimité entourant l'ancien gouverneur de Bankitalia, puis de la Banque centrale européenne. La tentative de presque toutes les forces politiques, y compris le président Mattarella, de faire passer Draghi pour le seul à pouvoir sauver le pays et donc à devoir être soutenu dans toutes ses décisions, même si elles sont prises sans aucun passage parlementaire et avec le gouvernement de tous complètement subjugué par la petite équipe de Draghi, a finalement trouvé une réponse de lutte et de mobilisation qui devra se poursuivre dans les prochains mois pour empêcher son élection à la tête de l'État et l'évincer de la présidence du conseil des ministres.

Je tiens à souligner la présence massive et vraiment massive des jeunes et des étudiants lors des manifestations dans toute l'Italie, et en particulier des étudiants moyens organisés en OSA, qui ont ensuite donné lieu à une saison d'occupations d'écoles qui se poursuit malgré une répression brutale et injustifiable

Question : La volonté de lutte exprimée par les syndicats en conflit s'est accompagnée d'une attitude substantiellement subordonnée à la politique de l'exécutif actuel de la CGIL, de la CISL et de l'UIL, dont la CGIL et l'UIL, qui ont appelé à la grève le 16 décembre, ne se sont pas "séparées". Quel était leur rôle et quelles sont les tâches du syndicalisme en conflit ?

Réponse : La capacité de mobilisation continue et articulée des forces de conflit, du syndicalisme de base et de classe et des forces politiques antagonistes a été contrebalancée par le silence assourdissant des syndicats, complices et complices des processus de restructuration, depuis les recommandations aux patrons de licencier avec parcimonie, jusqu'à l'écoute des sirènes de Bonomi et Draghi, en passant par l'espoir d'un nouveau pacte social qui garantirait la réorganisation sociale et productive de tout conflit organisé.

Les tapes dans le dos de Draghi à Landini devant le siège de la CGIL, attaqué par des fascistes et non défendu par la police, en sont une image indélébile.

La grève du 16 décembre est en réalité une satisfaction consciencieuse pour une base de plus en plus étonnée de l'attitude complice de ses

dirigeants et un signal à Draghi que sa volonté absolue de payer est réciproque par le respect des engagements pris pour garantir leur plus grande fonction et rôle dans le pays.

Nous ne sommes donc qu'au début d'une bataille de longue haleine et de fortes mobilisations qui, malgré la résurgence de la pandémie et l'utilisation immodérée dans une fonction répressive de ceux qui descendent dans la rue pour protéger une liberté individuelle mal comprise, identifie déjà de nouveaux terrains de lutte et d'organisation.

Yo soy Fidel!

Rete dei Comunisti, Cambiare Rotta, OSA

**YO
SOY
FIDEL**

13-8-1926 | 25-11-2016

"LA RIVOLUZIONE
 è sentire il momento storico,
 è cambiare tutto ciò che deve essere cambiato,
 è uguaglianza e piena libertà,
 è trattare ed essere trattati come esseri umani,
 è emanciparsi per noi stessi con i nostri sforzi,
 è sfidare il potere delle forze dominanti,
 fuori e dentro l'ambito nazionale e sociale. "

OSA  **RdC**
 Rete dei Comunisti

**CAMBIARE
ROTTA** 
 ORGANIZZAZIONE GIOVANILE COMUNISTA

Contacts

Rete dei Comunisti

-  lnx.retedeicomunisti.net
-  facebook.com/retedeicomunisti

Contropiano

-  contropiano.org
-  facebook.com/contropiano
-  instagram.com/contropiano_org

Cambiare Rotta

-  cambiare-rotta.org
-  facebook.com/cambiarerotta.org
-  instagram.com/cambiarerotta

OSA

-  osa.claims
-  facebook.com/OSA-173472300208847
-  instagram.com/osa.nazionale